

Réplique de la Fédération des producteurs de lait du Québec à la chronique publiée dans le Journal de Montréal et le Journal de Québec le jeudi 8 novembre 2012

Cette réplique a été publiée dans le Journal de Montréal et le Journal de Québec le 10 novembre 2012

Comparer des pommes et des oranges

Dans sa chronique du 8 novembre dernier, Nathalie Elgrably attaque l'engagement du gouvernement Marois de déposer une politique de souveraineté alimentaire et de maintenir la gestion de l'offre dans le secteur agricole. Fidèle à son habitude, elle compare des pommes à des oranges pour soutenir son point de vue idéologique.

D'entrée de jeu, la porte-parole de l'Institut économique de Montréal affirme qu'un litre de lait se vend en moyenne 1,90 \$ au Québec et 0,92 \$ aux États-Unis. Mais pour arriver à un tel écart, elle a dû comparer le prix le plus bas, du format le moins cher aux États-Unis, le gallon ramené au litre, au prix le plus cher ici, celui du litre. En comparant des pommes avec des pommes, la différence de prix s'évanouit. Le prix d'un litre de lait entier était de 1,78 \$, le 7 novembre dernier à Burlington, alors qu'au Québec, chez Maxi, il était de 1,80 \$...

Au-delà des comparaisons incomplètes et tendancieuses, s'il est vrai qu'il puisse exister actuellement un écart de prix favorable aux consommateurs américains pour certains produits laitiers, il faut le mettre en perspective. Tous les pays soutiennent leur agriculture, directement ou indirectement. Pour faire des comparaisons crédibles entre les différents modèles, il faut regarder l'ensemble des facteurs. Les gouvernements, américains comme européens, subventionnent lourdement leur agriculture, alors que les producteurs laitiers d'ici tirent leur revenu entièrement du marché, sans subventions. Les citoyens américains et européens paient deux fois pour leurs produits laitiers : une première fois à la caisse enregistreuse, et une deuxième par leurs impôts. Une étude parue en 2010 estimait à 0,31 \$ le litre les subventions de tous ordres à la production laitière américaine. Un tel niveau de soutien coûterait plus de 1 milliard de dollars au gouvernement du Québec... Le budget agricole européen s'élève, quant à lui, à plus de 80 milliards de dollars annuellement et les producteurs de lait toucheraient jusqu'à 40 % de leur revenu en subventions. Est-ce mieux pour les citoyens?

Pour faire passer les agriculteurs pour des "gras durs", Nathalie Elgrably affirme que, toutes productions confondues, ils ont un revenu familial 38 % plus élevé que celui de l'ensemble des familles. Elle omet bien évidemment de spécifier que cette donnée inclut plus de 77 000 \$ de revenu hors ferme, c'est-à-dire le revenu de l'agriculteur et d'un conjoint ou d'une conjointe pour leur travail à l'extérieur. Il est vrai que les producteurs laitiers, grâce à la gestion de l'offre, s'en tirent généralement mieux que leurs collègues des autres productions en retirant un revenu décent du marché, sans subventions. Mais, n'est-ce pas plus équitable et plus juste?

La gestion de l'offre fonctionne et bénéficie à l'ensemble de la société, quoi qu'en dise la chroniqueuse.

Alain Bourbeau, agronome, directeur général
Fédération des producteurs de lait du Québec